

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/AC.4/1993/2  
8 juin 1993

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Sous-Commission de la lutte contre les mesures  
discriminatoires et de la protection des minorités  
Groupe de travail sur les populations autochtones  
Onzième session  
19-30 juillet 1993  
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

ACTIVITES DE CARACTERE NORMATIF : EVOLUTION DES NORMES CONCERNANT  
LES DROITS DES POPULATIONS AUTOCHTONES

Renseignements reçus d'organes des Nations Unies, d'institutions  
spécialisées et d'organisations intergouvernementales

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Introduction .....	2
Renseignements reçus d'institutions spécialisées .....	2
Programme des Nations Unies pour le développement .....	2
Organisation mondiale de la santé .....	3

## INTRODUCTION

1. Par sa résolution 1982/34 du 7 mai 1982, le Conseil économique et social a autorisé la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à constituer annuellement un groupe de travail sur les populations autochtones afin de passer en revue les faits nouveaux concernant la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones, y compris les renseignements demandés annuellement par le Secrétaire général, et a décidé que le Groupe de travail accorderait une attention spéciale à l'évolution des normes concernant les droits des populations autochtones.

2. Dans sa résolution 1992/33 du 27 août 1992, la Sous-Commission a prié le Secrétaire général de communiquer le rapport du Groupe de travail sur sa dixième session (E/CN.4/Sub.2/1992/33) aux organisations intergouvernementales, pour commentaires et suggestions écrits, afin que le Groupe de travail puisse achever la deuxième lecture du texte du projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones (E/CN.4/Sub.2/1992/33, annexe I) à sa onzième session. La Commission des droits de l'homme a appuyé cette demande dans sa résolution 1993/31 du 5 mars 1993. Conformément à ces résolutions, le Secrétaire général a adressé des communications aux organisations intergouvernementales. On trouvera reproduit dans le présent document le texte des réponses reçues au 1er juin 1993. Toutes réponses qui parviendraient ultérieurement feront l'objet d'additifs au présent document.

### Renseignements reçus d'institutions spécialisées

### Programme des Nations Unies pour le développement

[27 avril 1993]

[Original : anglais]

1. Le Groupe de travail pourrait envisager d'incorporer au projet de déclaration certaines des recommandations faites à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, dans le document intitulé "Action 21" et dans la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement.

2. Les recommandations figurant dans ces documents qui ne sont pas formulées explicitement dans le projet de déclaration sont notamment les suivantes - il s'agirait :

- a) D'établir un processus susceptible de donner aux populations autochtones et à leurs communautés des moyens d'action comprenant, entre autres, le développement et le renforcement des mécanismes nationaux permettant de régler les différends concernant la gestion des terres et des ressources (Action 21, chap. 26, par. 26.3);

b) D'établir des arrangements pour renforcer la participation active des populations autochtones et leurs communautés à la formulation, au niveau national, de politiques, lois et programmes ayant trait à la gestion des ressources et à d'autres processus de développement qui peuvent les affecter, et leur donner les moyens de prendre l'initiative de telles propositions (Action 21, chap. 26, par. 26.3);

c) D'inviter les gouvernements, en pleine association avec les populations autochtones et leurs communautés, à établir des mécanismes nationaux appropriés de consultation avec les populations autochtones et leurs communautés en vue de tenir compte de leurs besoins et d'intégrer leurs valeurs, leur savoir-faire et leurs pratiques traditionnels et autres aux politiques et programmes nationaux touchant la gestion et la conservation des ressources naturelles et aux autres programmes de développement les concernant (Action 21, chap. 26, par. 26.6).

#### Organisation mondiale de la santé

[24 mai 1993]

[Original : anglais]

1. Les paragraphes 23, 24 et 27 du projet de déclaration traitent du droit des peuples autochtones de définir, d'organiser et de mettre en oeuvre des programmes de santé et de leur droit à leurs propres pharmacopée et pratiques médicales traditionnelles ainsi qu'à l'autonomie dans les questions intéressant leur santé; le paragraphe 11 dispose que les peuples autochtones ont droit à l'accès à l'enseignement. En revanche, le projet ne contient aucune disposition garantissant l'accès des peuples autochtones aux services de santé, y compris à ceux qui seraient mis sur pied en cas de catastrophe, de situation d'urgence, de troubles civils, etc.

2. En conséquence, il y aurait peut-être lieu d'ajouter au projet un nouveau paragraphe qui serait conçu comme suit :

"Les peuples autochtones ont le droit d'accéder aux services de santé sous toutes leurs formes et à tous les niveaux; ils ont aussi droit à une meilleure santé. La santé est un droit fondamental de l'homme qui est indissociable des libertés publiques et du droit au développement. L'équité et la justice sociale veulent que les individus, les familles et les communautés autochtones aient droit à un bien-être physique, mental et social complet."

-----